La certification, définitivement, n’est pas le chemin

Cela fait bien des années que le WRM dénonce comme inacceptable le fait de certifier des plantations industrielles d’arbres. La cible principale a été le FSC, car il se présente au monde comme le label le plus sûr et le plus respecté qui existe pour les produits dérivés du bois, et s’enorgueillit même de compter parmi ses membres plusieurs organisations non gouvernementales.

Le FSC a déjà accordé son label à des millions d’hectares de plantations d’arbres, et continue de le faire. Un exemple en est la certification, prévue pour février/mars de cette année, de *Chikweti Forests of Niassa*, une entreprise qui a posé beaucoup de problèmes aux communautés paysannes de la province de Nyassa, dans le Nord du Mozambique (voir http://www.wrm.org.uy/bulletinfr/161/vue.html).

Généralement, les communautés directement affectées affirment à l’unanimité qu’il est impossible de certifier les plantations d’arbres à grande échelle. Cela fait déjà bien longtemps qu’elles souffrent dans leur chair des dégâts et de la destruction que provoquent ces plantations. Quelques-unes de ces communautés ont pu en parler dans un film récent de deux journalistes belges ,qui concerne la labellisation FSC de Veracel Celulose (voir plus de détails dans l’article sur Veracel et le FSC dans le présent bulletin). D’autres communautés lésées, comme les Mapuches du Chili, disent dans ce bulletin que le problème fondamental est que les entreprises certifiées ne veulent pas modifier leur *« modèle »* de production, basé sur « *la grande échelle, la monoculture expansive et excluante ».*

Cependant, la question de la certification de plantations d’arbres continue à diviser activistes, ONG et consommateurs dans les pays industrialisés qui consomment la plus grande partie des produits en papier. Beaucoup disent reconnaître qu’il y a un problème, mais que le FSC est encore la meilleure option, qu’au moins certaines choses vont un petit peu mieux dans une entreprise certifiée. Mais cela veut-il dire que ce soit là réellement le chemin à suivre ?

Il est bon de rappeler comment surgit l’idée de la certification. Pour cela, nous devons retourner aux années 80 en Europe, quand la question de l’environnement apparut comme un thème politique important. Lors de cette décennie, des ONG européennes organisèrent de grandes actions de boycot du bois tropical, qu’elles encourageaient à ne pas consommer. Une analyse avait démontré que la consommation de ce type de bois était en train de provoquer la destruction des forêts du monde. Ce fut une époque qui rendit bien clair aussi que l’exploitation des ressources naturelles dans les pays du Sud pour alimenter le Nord et son modèle de production et de consommation était en train de causer des dégâts irréversibles, comme le réchauffement mondial, un phénomène qui touchera tout le monde, mais surtout les plus pauvres.

Un résultat de la préoccupation mondiale quant à l’environnement fut la Conférence organisée à Rio de Janeiro en 1992, qui avait pour but de discuter comment amener le monde à une production « durable ». A partir de là, les entreprises, au lieu d’assumer leur responsabilité et de transformer radicalement leur méthode de production, commencèrent à proposer un développement durable à leur manière. Les problèmes détectés furent, presque miraculeusement, transformés en

« opportunités » pour un nouveau cycle de croissance, « durable » cette fois-ci. Pour les entreprises qui pratiquent la monoculture à grande échelle, la certification était une solution parfaite, car elle leur permettrait de définir leurs activités comme « durables », de valoriser leurs produits et de calmer les consommateurs préoccupés par le problème environnemental de la planète, sans affecter leurs plans d'expansion ni, surtout, leurs bénéfices. Au contraire, la labellisation apportait une plus-value à leurs produits.

Les gouvernements et une partie des ONG donnèrent leur aval à ce « message positif » qui affirmait qu'il était possible de « moderniser écologiquement » le mode de production. Des systèmes de certification apparurent pour les dérivés du bois (FSC) et aussi, au fil des ans, pour les dérivés d'autres produits, comme la Table Ronde pour la production durable d'huile de palme (*Round Table for Suistainable Oil Palm Production*) et le Soja durable.

La labellisation gagnant de la force, reprit aussi vigueur dans l'imaginaire des consommateurs l'idée que dès lors nous pouvons consommer, à condition que ce soit quelque chose de « durable », de « certifié »! Les boycots n'étaient plus de mise.

Mais, à mesure qu'augmentait le nombre des plantations industrielles certifiées, les critiques commencèrent à se multiplier. Il est intéressant de noter que ces critiques ne proviennent pas seulement du Sud, mais aussi du Nord. Plusieurs ONG ont déjà abandonné le FSC, comme Robin Hood en Allemagne.

Une étude récemment publiée par la Commisssion Européenne (http://ec.europa.eu/environment/integration/research/newsalert/pdf/226na6.pdf) affirme même que le FSC ne réduit pas forcément la tendance au déboisement, comme le prétend un argument très prisé des défenseurs du label.

Et dernièrement, un projet pour les jeunes d'organisations belges et finlandaises, appelé « Mouvement Juste » (*Fair Move*), a choisi la question des labels et des certifications comme sujet de débat et de réflexion. Ils voulaient savoir si les labels qui existent sur le marché, comme le FSC, sont réellement dignes de confiance. Quelle bonne chose que ce soit justement les jeunes qui mettent en question un sceau qui, depuis plus de 10 ans, garantit la « durabilité » !

D'autres labels, par exemple celui du soja « durable », sont aussi l'objet de critiques. La lettre récemment publiée dans un quotidien belge, adressée par un groupe de militants d'organisations belges à des ONG néerlandaises qui participent à la *TableRonde pour le soja responsable (RTRS)*,en est un exemple. Le groupe dit dans cette lettre que « *un label de la RTRS pour de grandes quantités de soja ne fait rien d'important en faveur de l'être humain ou de l'environnement. Il trompe le consommateur qui achète des produits certifiés, en Belgique aussi. Et il offre un maquillage vert à des entreprises comme Monsanto, Cargill et Unilever ».*

Les critiques faites aux systèmes de certification comme le FSC font reprendre le débat sur un thème qui était passé au second plan avec la pratique de la labellisation : le modèle de consommation excessive. Il y a nécessité urgente de réduire la consommation de papier et d'encourager le recyclage et la production régionale à des échelles moindres, avec une plus grande diversité d'arbres et davantage de bénéfices pour les communautés locales.

Le FSC ne remet pas en question la nécessité, pour le bien-être des personnes, des innombrables produits jetables qui sont le fruit d'une plantation certifiée. Et encore moins remet-il en cause l'entreprise certifiée dont l'intérêt principal est d'augmenter ses ventes et ses bénéfices. Plus de la

moitié du papier consommé dans le monde est jetable, c’est-à-dire peu durable et très douteux en termes d’amélioration de la qualité de vie. En outre, l’universalisation du modèle occidental de consommation est impossible, avec ou sans certification. Cependant, les entreprises continuent à pousser à la consommation, en présentant même de nouveaux produits, maintenant qualifiés de « durables », comme si le monde n’avait à affronter aucun problème grave, par exemple le réchauffement mondial. Pour aggraver encore les choses, le FSC a aussi certifié des plantations destinées à emmagasiner du carbone, agissant de connivence avec les inventeurs de fausses solutions pour faire face au réchauffement global, comme le commente l’article sur l’entreprise Plantar publié dans ce bulletin.

Pour terminer, et c’est le motif qui nous conduit à consacrer quelques articles de ce bulletin au thème de la labellisation, la première tâche qui nous incombe est d’alerter le lecteur et de motiver les ONG et les consommateurs en général à prendre position par rapport à ce sujet. Il est nécessaire d’évaluer de façon critique ce que la certification a en fait apporté au cours des ans : un affaiblissement des luttes des communautés locales pour leurs droits et leurs ressources naturelles, et un renforcement des entreprises qui stimulent précisément la consommation excessive car, à son tour, elle grossit leurs bénéfices. Il faut suivre d’autres chemins que celui de la certification.